

LIVRES

par Laurence Caramel

Sécurités mondiales

> L'ÉTAT DE LA PLANÈTE 2005. REDÉFINIR LA SÉCURITÉ MONDIALE, Worldwatch Institute (Ed. Association L'état de la planète. 265 p., 19 €).

ENTRE 1985 ET 2002, l'effectif mondial de chars, de pièces d'artillerie, d'avions de combat, de navires de guerre ont été réduits d'un quart. Les stocks de têtes nucléaires ont diminué de 68 %, les dépenses militaires de 30 %, les exportations d'armes de 58 %, le nombre de soldats de 27 %, enfin les effectifs dans l'industrie de l'armement ont baissé de 54 %. La réalité du désarmement que traduisent ces chiffres devrait donner le sentiment que nous vivons dans un monde plus sûr. Or ce n'est pas ce que traduisent les sondages réalisés dans les pays industrialisés comme dans ceux en développement pour mesurer le degré de sécurité, ou de menace, ressenti par les populations.

La fin de la guerre froide au tournant des années 1990 a projeté le concept de sécurité d'un terrain presque exclusivement militaire sur un champ beaucoup plus vaste où se mêlent des considérations économiques, politiques ou encore environnementales. Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont accru ce sentiment de vulnérabilité. Ce n'est pourtant pas, selon le rapport L'état de la planète 2005, en ripostant militairement contre le terrorisme qu'il sera possible de réduire durablement cette forme nouvelle d'agression à laquelle sont exposés toutes les nations. Dans le débat engagé depuis le 11 septembre 2001 sur les causes à donner à de tels événements, les experts du Worldwatch Institute qui, depuis 1974, publient chaque année leur diagnostic sur l'état de santé de la planète et de ses habitants, se rangent du côté de ceux qui estiment que les écarts de richesse, l'exclusion sociale, l'absence de liberté politique nourrissent



l'instabilité au niveau mondial. A ces maux, sources d'insécurité, il faut ajouter – sinon faire primer aux yeux de ces observateurs attentifs des écosystèmes mondiaux – les effets produits par les déséquilibres environnementaux

(réchauffement climatique, désertification, conflits pour l'accès à la terre, à l'eau...). Déséquilibres dont les enjeux ne pourront que s'amplifier à l'avenir.

VÉRITABLE COMPRÉHENSION

Le diagnostic établi par le rapport est pessimiste et ce n'est pas dans cette accumulation de catastrophes annoncées que l'ouvrage est le plus convaincant. En revanche, en proposant d'intégrer au concept de sécurité quantité d'ingrédients souvent mis de côté, il enrichit la réflexion sur le sujet. Ce projet se décline au long de chapitres dont les titres sont en soi un programme : maîtriser les maladies infectieuses, cultiver la sécurité alimentaire, changer l'économie pétrolière, désarmer les sociétés d'après-guerre... Reste que pour l'heure « la guerre contre le terrorisme, telle qu'elle est pratiquée, crée, selon les auteurs, le risque de négliger le combat contre la pauvreté, les épidémies et la dégradation de l'environnement et de nous éloigner ainsi d'une véritable compréhension des causes profondes de l'insécurité ». Les deux batailles ne se jouent pas, à tout le moins, avec les mêmes armes. Les États-Unis avaient dépensé 212 milliards de dollars pour la guerre en Irak fin 2004 quand l'ensemble des pays industrialisés en mobilisaient 70 pour financer l'aide publique au développement dont l'ambition, au travers des objectifs du millénaire, vise la réduction de la pauvreté, clé d'une plus grande stabilité.

Quels enseignements tirer d'un retour du déficit commercial ?

par Jacques Anas, Laurent Ferrara et Alain Henriot

La France a enregistré un déficit commercial en 2004, un phénomène devenu exceptionnel depuis le début des années 1990. L'interprétation de ce résultat donne lieu à des diagnostics opposés sur l'insertion internationale de la France. Pour certains, il n'est la conséquence que de facteurs circonstanciels (hausse des prix du pétrole et appréciation de l'euro). Pour d'autres, il illustre au contraire les faiblesses structurelles qui pèsent sur l'économie française. La vérité est sans doute plus nuancée.

En un an, la balance commerciale s'est détériorée d'un peu moins de 10 milliards d'euros. Pour une large part, cette contre-performance tient à des facteurs exogènes. En effet, la France a subi un prélèvement pétrolier en 2004, auquel il faut aussi associer une hausse des prix des matières premières non énergétiques : la facture énergétique s'est ainsi alourdie de 6 milliards d'euros en 2004 et le solde des flux de biens intermédiaires de 2 milliards, ce qui revient à expliquer 80 % de la dégradation totale. L'appréciation de l'euro a également pesé négativement sur les performances françaises en matière de commerce extérieur, entraînant d'importantes pertes de parts de marché. Les exportations françaises n'ont crû en 2004 que de 4 %, contre une hausse de la demande mondiale adressée à la France de plus de 7 %. Cela représente un manque à gagner d'environ 10 milliards d'euros. En outre, la fermeté de l'euro a aussi stimulé les importations. A l'opposé, les facteurs endogènes de la compétitivité-prix en France n'ont pas été défavorables. Ainsi, comparativement aux autres pays de la zone euro, les coûts salariaux unitaires – calculés comme le ratio entre l'évolution des salaires et des gains de productivité – ont même légèrement baissé en France en 2004.

La détérioration de la balance

commerciale a touché d'autres pays de l'Union européenne, notamment le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie. Confrontés à un environnement similaire, quels pays ont toutefois fait mieux. C'est notamment le cas de l'Allemagne, qui a connu un fort accroissement de son excédent, de l'ordre de 27 milliards d'euros. Pour une progression comparable de la demande mondiale et un taux de change par définition identique, les exportations allemandes ont crû de 8 %, soit deux fois plus vite que les exportations françaises. Comment expliquer cet écart ? Il ne tient que très peu à la compétitivité-prix. Certes, l'Allemagne fait un peu mieux que la France dans ce domaine depuis trois ans, mais il s'agit d'un rattrapage après une forte dégradation liée aux hausses de salaires qui avaient suivi la réunification. D'ailleurs, les salaires allemands sont toujours nettement supérieurs aux salaires français dans l'industrie (17 % selon

leur permettent de gagner des parts de marché. De même, d'autres critères hors prix tels que la notoriété de l'entreprise, le respect des délais de livraison ou les services offerts autour du produit constituent des éléments déterminants dans la compétition internationale.

Dans cette optique, le Centre d'observation économique (COE) mène, depuis plus de dix ans, une enquête annuelle d'opinion auprès d'un échantillon d'importateurs européens pour comparer l'image hors prix des biens français avec celle des biens en provenance d'autres pays européens (Allemagne, Italie, Royaume-Uni et Espagne), mais également, depuis plus récemment, avec celle des États-Unis, du Japon, des pays d'Asie émergente et des pays d'Europe centrale. L'enquête concerne à la fois les biens de consommation, les biens intermédiaires et les biens d'équipement. Bien que cette enquête porte sur la perception

pour l'ensemble des prix, seuls les produits restant mieux appréciés, les biens d'équipement et mécanique reçoivent moins bonnes opinions : nettement derrière les mandats japonais et américains, cet écart entre l'image hors prix des biens français et celle des allemands s'aggrave au fil des années, ce qui semble pas avoir ten

Or, c'est justement biens qui a profité de la sance dans des zone expansion, telles que le rope centrale ou l'Asie. L'Allemagne a d'ailleurs percée spectaculaire s chés au cours de années. Assez naturel l'Europe, celle-ci est quable en Asie, not Chine. Entre 1999 € exportations allemandes Chine ont été multipliés et demi, tandis que tions françaises ne p que de 40 %. L'Alle sans doute là les fruits que audacieuse, depuis d'années, d'inv directs dans les pays : rope centrale et plus en Chine (une part tions reflète d'ailleurs des échanges intrafr d'équipement de ces prolonger pendant années, même si s peut s'atténuer (l'in représente près de 50 intérieur brut en Chin que française d'appui teurs doit donc abs compte de cette not tant sur le plan géog sectoriel.

Jacques Anas, Laurent Ferrara et Alain Henriot sont à l'Institut d'observation économique de la cha commerce et de l'indust

« Des critères hors prix tels que la notoriété de l'entreprise, le respect des délais de livraison ou les services offerts autour du produit constituent des éléments déterminants dans la compétition internationale »

Eurostat en 2000), sans que cela reflète des gains de productivité plus élevés, bien au contraire.

Il faut donc se demander si cette différence de performances n'est pas imputable à la compétitivité hors prix ou à des effets spécifiques liés à la spécialisation sectorielle. L'évolution des parts de marché peut être analysée comme la résultante de la compétitivité liée aux prix relatifs et celle liée aux aspects hors prix. Pour les entreprises, la qualité, le contenu en innovation, l'ergonomie ou le design d'un produit sont des aspects qui

subjective qu'un importateur se fait d'un produit, il n'en reste pas moins que, dans la décision d'achat, c'est cette image qui est déterminante.

Les deux dernières enquêtes effectuées en novembre 2003 et 2004 soulignent que les produits français possèdent globalement une bonne compétitivité hors prix sur le marché européen, malgré un déficit récurrent sur le contenu en innovation technologique. En particulier, les biens de consommation et les biens intermédiaires se caractérisent par une bonne image

PARUTIONS

■ DÉMOCRATIE CONTRE CAPITALISME, de Thomas Coutrot

C'est un peu la lutte du pot de terre contre le pot de fer. Face à l'horizon indépassable du capitalisme, seul régime économique compatible avec la liberté et la démocratie, face aux lois d'airain de l'économie contemporaine – indépendance des banques centrales, pactes de stabilité, lutte contre l'inflation, etc., Thomas Coutrot rompt des lances. Il entend « réfuter l'identification abusive entre rationalité économique et capitalisme » et estime à rebours que des voies alternatives sont possibles. C'est du côté de la démocratie économique participative qu'il oriente ses recherches. Pour le moment, le mouvement altermondialiste ressemble plus à un fétu de paille ballotté par les forces de la mondialisation, mais, selon lui, il est profondément un autour de deux idées majeures : le refus de la marchandisation des activités humaines et l'exigence de démocratie généralisée. Prenant l'exemple de la société du Mont-Pèlerin, cénacle des idées néolibérales créé en 1947 dans le plus strict anonymat par Friedrich von Hayek et qui, dans les années 1990, a vu son influence s'épanouir dans le monde entier, il s'agit cette fois-ci de faire bouillir les marmites de l'avenir avec des projets radicalement différents (La Dispute, 2005, 240 p., 20 €). A. B.-M.

■ NOTRE AIMABLE CLIENTÈLE, d'Emmanuelle Heidsieck

C'est un récit plein de réalisme qu'Emmanuelle Heidsieck, journaliste au mensuel *Le Monde Initiatives*, livre sous forme d'un roman. Plein de cruauté mais aussi d'humour, l'ouvrage raconte la vie de Robert Leblanc, « technicien expérimenté fonction allocataire » – c'est-à-dire chargé de l'accueil des demandeurs d'emploi – à l'Assedic de Paris, où il est entré voici plus de vingt ans. Un employé modèle jusqu'à l'introduction, à partir de 1998, d'un nouveau langage, d'une nouvelle organisation et d'un nouveau mode de management basé sur la rentabilité, censés faire passer l'assurance-chômage dans l'ère de la modernité. « Quelle différence entre nous et la BNP ou le Crédit lyonnais ? Aucune, mes amis. Nous fonctionnons comme une banque », se félicite un responsable lors de la fête de fin d'année devant les salariés. C'est le remplacement du mot « chômeur » par celui de « client » au sein de l'Unedic qui a donné à l'auteure l'envie de montrer la souffrance provoquée par cette mutation chez ceux des employés de l'Assedic qui y sont entrés par goût du service public (Denoël, 2005, 114 p., 14 €). F. A.



Comptes de la France : la paille et la poutre

par Michel Klopfer

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) vient de publier son estimation annuelle d'exécution des comptes publics de la France, laquelle fait ressortir, pour la troisième année consécutive, un dépassement du seuil de déficit brut à 3 % du produit intérieur brut (PIB) : 3,7 % en 2004, après 4,1 % en 2003 et 3,2 % en 2002.

A cette occasion, le ministre de l'économie et des finances, intervenant au Sénat le 17 mars, a interpellé les collectivités locales qui selon lui auraient dépensé « un peu trop » en 2004.

Voilà maintenant huit années consécutives que la France doit satisfaire aux critères de Maastricht et ce cycle avait été inauguré avec les comptes 1997, décisifs en vue du sommet européen d'Amsterdam qui, en mai 1998, a dressé la liste des pays qualifiés pour l'euro. C'est grâce au secteur public local que la France en a fait partie puisque les collectivités affichaient à l'époque un excédent de 0,7 % contre -2,7 % de déficit

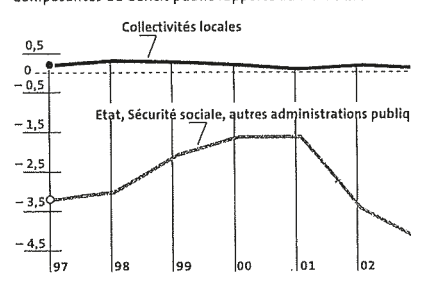
que les investissements des collectivités ont représenté, sur les dernières années, plus de quatre fois ceux de l'État (34,8 milliards d'euros contre 8 milliards en 2003) et au total 69 % de l'ensemble des investissements publics.

Après ces huit années d'excédent, 2004 voit les collectivités locales renouer avec un léger déficit : elles affichent -0,1 % du PIB contre -3,6 % pour le reste du secteur public. Toutefois, le cumul sur l'ensemble de la période 1996-2004 témoigne d'un écart considérable des performances financières : en l'espace de neuf ans, les collectivités locales se sont désendettées de 19 milliards d'euros tandis que, pendant le même temps, le reste de la sphère publique a vu son endettement s'accroître de 382 milliards d'euros net.

Pour autant, le constat de l'actuelle bonne santé financière des

DES PERFORMANCES MÉDIOCRES

Composantes du déficit public rapporté au PIB de 1997



Source : Insee, comptes nationaux

les départements et 3 % pour les régions dans les douze dernières années ;

— Les prospectives à horizon 2008 montrent une tendance à la

ressource peu dyn financer leurs nou tentes, mais aussi communautés et let membres qui ont sc à gérer leur forte in ce financière et fisco — Enfin, pour les comme d'ailleurs l administrations publi truments de débud

« En neuf ans, les collectivités locales se sont désendettées de 19 milliards d'euros »